

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 27/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



CENTRALE EOLIENNE DU FENOUILLEDES SARL

188 RUE MAURICE BEJART CS 57392
34184 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2023-306
Code AIOT : 0006605342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE DU FENOUILLEDES SARL implanté LA SERRETTE ET LOU CASTEILLET 66220 Lesquerde. L'inspection a été annoncée le 24/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE DU FENOUILLEDES SARL
- LA SERRETTE ET LOU CASTEILLET 66220 Lesquerde
- Code AIOT : 0006605342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation éolienne comprend 10 mâts de modèles E82 et un poste de livraison sur les territoires des communes de Saint-Arnac et Lesquerdes.

Le parc éolien a été autorisé par arrêté du 16 décembre 2013. Il a été construit début 2018 puis mis en service le 13 février 2018.

Un Système de détection avifaune (SDA) a été mis en place de façon préventive le 30 mars 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2021.
- Respect des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux ...	Arrêté Préfectoral du 02/11/2016, article 6	/	Sans objet
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	/	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	/	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	/	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	/	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
16	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
17	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
19	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
20	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
22	Mesures de protection de la biodiversité – Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 02/11/2016, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation respecte les prescriptions de l'AP d'autorisation du 16 décembre 2013, de l'AP de mise en demeure du 11 août 2021 et de l'arrêté ministériel de prescriptions générales.

La mise en œuvre de protection de la biodiversité (avifaune et chiroptères) est efficace : les mortalités avifaune et chiroptères sont limitées.

Un point de vigilance est à maintenir sur la gestion et la traçabilité des déchets par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les suivis environnementaux mettent en évidence des mortalités significatives de chiroptères en 2019 (12) et 2020 (13) mais en baisse importante en 2021 (3). Concernant l'avifaune, 1 Circaète Jean-le-Blanc a été tué en 2020, ainsi qu'un Vautour fauve. Un SDA mis en place le 30 mars 2021. Aucune mortalité significative d'avifaune n'a été enregistrée depuis.</p> <p>Le suivi environnemental 2022 devrait être reçu d'ici un mois. La baisse de la mortalité devrait a priori être confirmée en 2022. En effet, les premiers résultats bruts indiquent en 2022 : 5 cadavres : 3 chiroptères et 2 oiseaux. Un bilan global des suivis sera fait après celui de 2023 (après 5 ans de suivis), notamment sur les rapaces (Vautour fauve, Circaète Jean-le-Blanc).</p> <p>Le certificat de dépôt des données sur DépoBio ont bien été transmis à l'inspection pour les suivis de 2019, 2020 et 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnemen...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Paysages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il – Protection du paysage L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré. Les façades du poste de livraison sont recouvertes d'un bardage de bois.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que le poste de livraison est couvert d'un bardage bois et que les réseaux électriques étaient enterrés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que les voies d'accès étaient carrossables et permettaient l'accès aux éoliennes et au poste de livraison. Il a été constaté que les abords des éoliennes sont défrichés et entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Il a été constaté que les mats des éoliennes et le poste de livraison sont fermés à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les numéros d'identification des mâts sont bien visibles sur les mâts.</p> <p>Les consignes et prescriptions sont affichés sur les panneaux à l'entrée du parc et au niveau de chaque éolienne et sur le poste de livraison.</p> <p>Le numéro affiché sur le mât correspond au numéro enregistré dans OREOL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Les plans de prévention sont envoyés à tous les prestataires et à tous les techniciens internes au moment de la mise en service industrielle du site. Ils sont mis à jour annuellement. Les formations suivies par les techniciens intervenant sur site ont été transmises : habilitations électriques et travail en hauteur. De plus, le turbinier ENERCON indique dans un courrier adressé à l'exploitant que tous ses techniciens de maintenance intervenant sur ces machines suivent les formations préalables nécessaires, ainsi que les rappels et compléments pour mettre en œuvre les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel. Les exercices réalisés en 2021 et 2023 sont consignés dans le registre avec le retour d'expérience acquis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Risques incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Il a été constaté que l'intérieur de l'éolienne n°9 était propre et ne contenait pas de produits inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les rapports de maintenance ont été transmis à l'inspection par l'exploitant. Il a été vérifié que le registre de maintenance est tenu à jour et qu'il liste bien les éléments contrôlés ainsi que les correspondances avec les rapports fournis par le maintenancier. La fréquence de contrôle est respectée. Les rapports de vérification électrique ont été transmis et sont conformes à l'arrêté du 10 octobre 2000.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Il a été vérifié que les contrôles des brides de fixation, des brides de mâts et de la fixation des pales ont bien été réalisés à la fréquence réglementaire. Les rapports concernant ces contrôles ont été transmis à l'inspection. Les contrôles visuels sont réalisés tous les 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle visuel des pales est réalisé tous les 6 mois par l'équipe de techniciens de l'exploitant, et fait l'objet d'un rapport qui a été vérifié par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des équipements de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Les contrôles des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) ont bien été effectués et les rapports du maintenancier sont reportés dans le registre de sécurité, avec les anomalies éventuellement repérées. La fréquence de contrôles est inférieure à 1 an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des équipements de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Il a été vérifié que la liste des SIS est bien détaillée dans le registre de l'exploitant et l'ensemble des remarques et des résultats des rapports de contrôles sont bien consignés dans le registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Manuel d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Les manuels de maintenance (grease maintenance, wind maintenance et 4-Year maintenance) ont été fournis par l'exploitant. Les fréquences de contrôles sont précisées dans le registre et celui-ci est bien mis à jour selon les opérations réalisées. Le manuel d'entretien de l'éolienne était bien présente dans l'éolienne n°9.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats : Les bordereaux de suivis de déchets dangereux (BSDD) ont été remplis via TrackDéchets et indiquent des transits de déchets entre l'installation et ORTEC industries. L'AP d'autorisation au titre de la rubrique 2718 d'ORTEC Industries a bien été transmis à l'inspection. Le registre de BSDD créés a bien été transmis à l'inspection.</p> <p>Au regard des dates de création des BSDD et les dates d'arrivée à ORTEC indiquées dans le registre, il apparaît que les déchets transitent nécessairement sur la base du maintenancier ENERCON à Narbonne sans que cela soit précisé dans le registre ou dans les BSDD. Par exemple, le BSDD n° BSD-20220926-WQ4XQJ1SG indique que les déchets ont été pris en charge sur le site de l'installation le 28/09/22 mais n'ont été réceptionnés par ORTEC Industries que le 03/11/22. Ils ont donc transités par le site du maintenancier (qui assure le transport des déchets pour le compte de l'exploitant) sans que cela soit reporté dans le registre ou sur le BSDD. Cet acheminement des déchets a été confirmé par l'exploitant lors de l'inspection.</p> <p>Les BSDD sont donc régulièrement remplis, mais ne correspondent pas aux trajets réellement effectués par les déchets. Toutefois, le site du maintenancier a fait l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 2718 le 11/07/2022 et peut régulièrement accueillir des déchets provenant du parc éolien.</p> <p>La gestion des déchets faisait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 11/08/2021. Il apparaît au final que la situation reste régulière et ne nécessite pas la prise de sanction administrative. Il est cependant demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des BSDD qui seront créés durant un an après la publication du rapport et qu'ils correspondent aux transferts réellement effectués par les déchets produits par l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage des consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Il a été constaté que les consignes de sécurité sont bien affichées dans le mât de l'éolienne n°E9 et visibles par le personnel. Elles reprennent l'ensemble des prescriptions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : La présence des extincteurs a été constatée au sommet et au pied de l'éolienne n° E9. La date de contrôle des extincteurs a été vérifiée et est inférieure à un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Glace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>La détection de glace est bien configurée dans le manuel de l'éolienne. Le redémarrage dans ces cas ne peut être réalisé uniquement sur ordre de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Mesures de protection de la biodiversité – Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors des conditions les plus favorables au vol des chiroptères (nuits sans pluie, par vent inférieur à 5,5 m/s et du 15 avril au 15 octobre), les éoliennes doivent être bridées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant le bridage de l'activité des éoliennes. Les éclairages nocturnes sont réduits au minimum et les dispositifs par détection évités. Les aérations des nacelles doivent être obturées par une grille afin d'empêcher l'intrusion des chiroptères.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les paramètres du bridage mis en œuvre pour toutes les éoliennes sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 15/03 au 31/08 (vent < 5,5 m/s et T° > 8°), - du 01/09 au 15/11 (vent < 6 m/s et T° > 7°). <p>Le bridage est mis en œuvre du coucher au lever du soleil : ce paramètre évolue selon les éphémérides.</p> <p>Ce paramétrage est plus contraignant que celui prescrit par l'AP du 02/11/2016 : il a été adapté par l'exploitant en fonction des suivis environnementaux. L'historique des bridages mis en œuvre et transmis par l'exploitant montre effectivement un renforcement des paramètres de bridage au fur et à mesure des années.</p> <p>La mise en œuvre de ces paramètres a été testé par sondage. Les graphiques permettant de visualiser l'arrêt effectif de l'éolienne n° E8 selon les conditions de vent et de température ont été transmis à l'inspection et ont permis de vérifier la mise en œuvre du bridage sur les journées du 14/07/22 et du 15/09/22.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet